



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Installation soumise à déclaration administrative  
dans le domaine de l'eau**

**ARRETE PREFECTORAL**  
**portant prescriptions particulières à la déclaration**  
**n° DIOTA-230609-154522-145-027**  
**en application de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement relatif**  
**à la construction d'un bâtiment de 3 cellules sur la commune de**  
**Schwerwiller**

**SCI GIMMODEV**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

VU la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6, L.414-4, L.414-5, R.214-1 à R.214-56 et R.414-19 ;

VU l'arrêté du Préfet Coordonnateur de Bassin en date du 18 mars 2022, portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) Rhin-Meuse ;

VU l'arrêté du Préfet Coordonnateur de Bassin en date du 21 mars 2022, portant approbation du Plan de Gestion des Risques Inondation (P.G.R.I) des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse ;

VU le dossier de déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçu le 7 juin 2023 présenté par la **SCI GIMMODEV** enregistré sous le n° **DIOTA-230609-154522-145-027** et relatif à la construction d'un bâtiment de 3 cellules comprenant chacune une partie atelier et un espace bureaux ;

VU les éléments complémentaires fournis par le pétitionnaire le 27 juillet 2023 et le 21 août 2023 répondant à une demande de complément formulée par la DDT ;

VU l'absence d'observations au projet de prescriptions particulières formulées le 13 septembre 2023;

CONSIDERANT que conformément à l'article L566-7 du code de l'environnement, toute décision administrative doit être compatible avec le P.G.R.I ;

CONSIDERANT que le projet est situé dans la zone inondable définie par le Plan de Prévention du Risque Inondation du bassin versant du Giessen ;

CONSIDERANT que le projet a pour conséquence de soustraire une surface de **1960 m<sup>2</sup>** et un volume de **448 m<sup>3</sup>** au champ d'expansion des crues pour une cote de crue centennale de variant de **183,90 à 184,20 m IGN 69** ;

CONSIDERANT qu'en application de l'orientation 03.5-D1 du P.G.R.I, lorsque des constructions nouvelles sont autorisées en zone inondable des mesures compensatoires et/ou correctrices sont prescrites afin de ne pas aggraver l'aléa en aval ou en amont de la construction.

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de préciser les mesures compensatoires à la soustraction d'une surface de **1960 m<sup>2</sup>** et d'un volume de **448 m<sup>3</sup>** au champ d'expansion des crues pour une cote de crue centennale ;

# A R R E T E

## Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION

### Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la **SCI GIMMODEV** de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant le projet de construction d'un bâtiment de 3 cellules comprenant chacune une partie atelier et un espace bureaux à Scherwiller.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :  1° surface soustraite supérieure ou égale à 10.000 m <sup>2</sup> ; (A) : projet soumis à Autorisation  2° surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10.000m <sup>2</sup> ; (D) : projet soumis à Déclaration	Déclaration	Arrêté du 13 février 2002

## Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### Article 2 : Prescriptions générales

De manière générale, les travaux prévus devront respecter :

- les prescriptions du Code de l'Environnement, en particulier l'article L.211-1, fixant les objectifs d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ;
- les principes et les objectifs du SDAGE du Bassin Rhin-Meuse ;
- l'arrêté de prescriptions générales cité à l'article 1 du présent arrêté.

Le pétitionnaire est tenu de respecter les valeurs et engagements annoncés dans le dossier de la demande, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Dans un but de protection de la faune nicheuse, pour tenir compte de l'arrêté du 15 mars 2002 portant réglementation de l'entretien des haies et végétaux ligneux sur pied qui interdit la réalisation de ces travaux entre le 15 mars et le 31 juillet inclus, les travaux de broyage, de recépage ou d'élagage des haies seront réalisés en dehors de cette période ; en cas d'impossibilité majeure de respecter ce calendrier d'intervention, une demande motivée de dérogation à cet arrêté devra être adressée auprès de la Direction Départementale des Territoires, Service de l'Environnement et des Risques.

Les travaux seront conduits de manière à écarter tout risque de pollution directe ou indirecte de la nappe et des milieux aquatiques ; tout apport de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé, est proscrit.

En particulier, le bénéficiaire du présent arrêté devra :

- veiller à limiter au minimum la mise en suspension de fines dans le cours d'eau, stocker hors d'atteinte de celui-ci les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- enlever aussitôt après l'achèvement des travaux tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister, les déblais devant être évacués vers un site approprié ;
- stocker les déchets dans des bennes étanches et à l'abri des intempéries.

En dehors des plates-formes, spécialement équipées à cet effet de dispositifs de confinement, sont interdits :

- tout stockage d'hydrocarbures, huiles, graisses ou tout produit polluant ;
- l'entretien (vidange...) ou le lavage des engins sur le site. Le stockage des produits usés se fera dans des fûts étanches et évacués vers un centre spécialisé de traitement.

Le brûlage des déchets (compris déchets verts) est interdit. Les déchets devront être évacués sur un site autorisé à recevoir ces produits, en particulier en vue de leur recyclage. Toutefois, concernant les déchets verts, une valorisation directe peut-être réalisée (par broyage sur place).

Les sanitaires mobiles devront être équipés de fosses étanches, régulièrement vidangées par une entreprise spécialisée avec dépotage des produits de vidange sur un site approprié.

Tout déversement accidentel de produits polluants sur le sol devra être signalé immédiatement au service chargé de la police de l'eau.

### **Article 3 : Prescriptions relatives à la mise en œuvre des mesures de compensation à la soustraction d'une surface au champ d'expansion des crues**

#### **3.1 – Caractéristiques des mesures compensatoires**

La mesure compensatoire apporte une contrepartie à la soustraction de **1960 m<sup>2</sup>** et d'un volume de **448 m<sup>3</sup>** au champ d'expansion des crues pour une cote de crue centennale variant de **183,90 à 184,20 m IGN 69**.

Un bassin commun de compensation avec le projet DIOTA-230607-153737-298-016 porté par la SCI ALPINA sera creusé en périphérie nord, ouest et sud de l'ensemble sur une surface de 1093 m<sup>2</sup> et un volume de 774 m<sup>3</sup>.

**Dans ce bassin, 589 m<sup>2</sup> situés au nord sont alloués à la compensation du présent projet, soit un volume de 451 m<sup>3</sup> sur les parcelles 260 et 261 de la section 36 sur la commune de Scherwiller.**

L'accès à la crue de la portion du bassin de compensation allouée au présent projet se fera par la portion du bassin de compensation allouée à la SCI ALPINA.

Un plan de la compensation est visible en **annexe 2**.

La convention passée entre le pétitionnaire et la SCI ALPINA, précisant les modalités d'occupation de la parcelle 261 section 36 de la commune de Scherwiller, et garantissant la pérennité de la compensation est disponible en **annexe 3**.

**Le pétitionnaire demeure responsable de la pérennité de l'ouvrage, y compris pour la portion qui se situe sur la parcelle de la SCI ALPINA.**

Les déblais issus du décaissement seront soit réutilisés dans le cadre de l'aménagement autorisé, soit évacués vers une décharge soit mis en œuvre hors zone inondable et hors zone humide.

### **3.2 – Fourniture de plans topographiques avant travaux et des plans de récolement**

Dans le cadre du dossier loi sur l'eau, un relevé topographique de l'état initial est fourni.

**Les plans de récolement des aménagements réalisés sur les terrains du projet et de la mesure compensatoire seront fournis à l'issue des travaux** au service instructeur, au format papier à l'échelle 1/200 et au format informatique AutoCAD (extension de fichier .dwg).

Les plans de récolement seront accompagnés d'une note de calcul récapitulant les volumes rendus à l'expansion des crues.

**Le pétitionnaire devra informer le service chargé de la police de l'eau (DDT) du début et de l'achèvement des travaux par courriel à l'adresse suivante : [ddt-sege-ema-spe@bas-rhin.gouv.fr](mailto:ddt-sege-ema-spe@bas-rhin.gouv.fr)**

### **3.3 – Calendrier de mise en œuvre**

**La mise en œuvre des mesures compensatoires décrites ci-dessus doit intervenir au plus tard concomitamment aux travaux.**

*Des mesures correctives pourront toutefois être réalisées postérieurement à cette date butoir.*

## **Article 4 : Modifications des prescriptions**

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au Préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

## **Titre III – DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 5 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration, en application de l'article R.214-40 du code de l'environnement.

### **Article 6 : Délais**

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité objet du présent arrêté, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent arrêté, à défaut de quoi cet arrêté sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au Préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

### **Article 7 : Début et fin des travaux – Mise en service**

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

### **Article 8 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 9 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 10 : Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de Scherwiller pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.  
Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la Préfecture du Bas-Rhin pendant une durée de six mois minimum.

## Article 11 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg (par courrier adressé au 31, avenue de la Paix, BP 51 038, 67 070 STRASBOURG Cedex ou via l'application télérecours <https://telerecours.fr>);

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où elle leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de **quatre mois** à compter de :

- a) son affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° du R. 181-44 ;
- b) sa publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux (auprès de son signataire) ou hiérarchique (auprès du supérieur hiérarchique de son signataire) dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de 2 mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de 2 mois à compter de la réception du recours gracieux ou hiérarchique – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le pétitionnaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

A compter de la mise en service du projet autorisé, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. La décision expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de 2 mois à compter de la réception de la réclamation - peut faire l'objet soit directement d'un recours auprès du tribunal administratif dans les 2 mois qui suivent cette décision, soit, préalablement, peut faire l'objet d'un recours hiérarchique (auprès du ministre chargé de

l'environnement) dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif proroge de 2 mois le délai de recours contentieux. La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de 2 mois à compter de la réception du recours hiérarchique – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans le délai de 2 mois.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

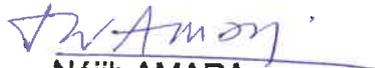
## Article 12 : Exécution

La Préfète du Bas-Rhin,  
Le Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin,  
Le Maire de la commune de Scherwiller  
Le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,  
L'Office Français de la Biodiversité

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

STRASBOURG, le 75/09/2023  
Pour la Préfète et par subdélégation,

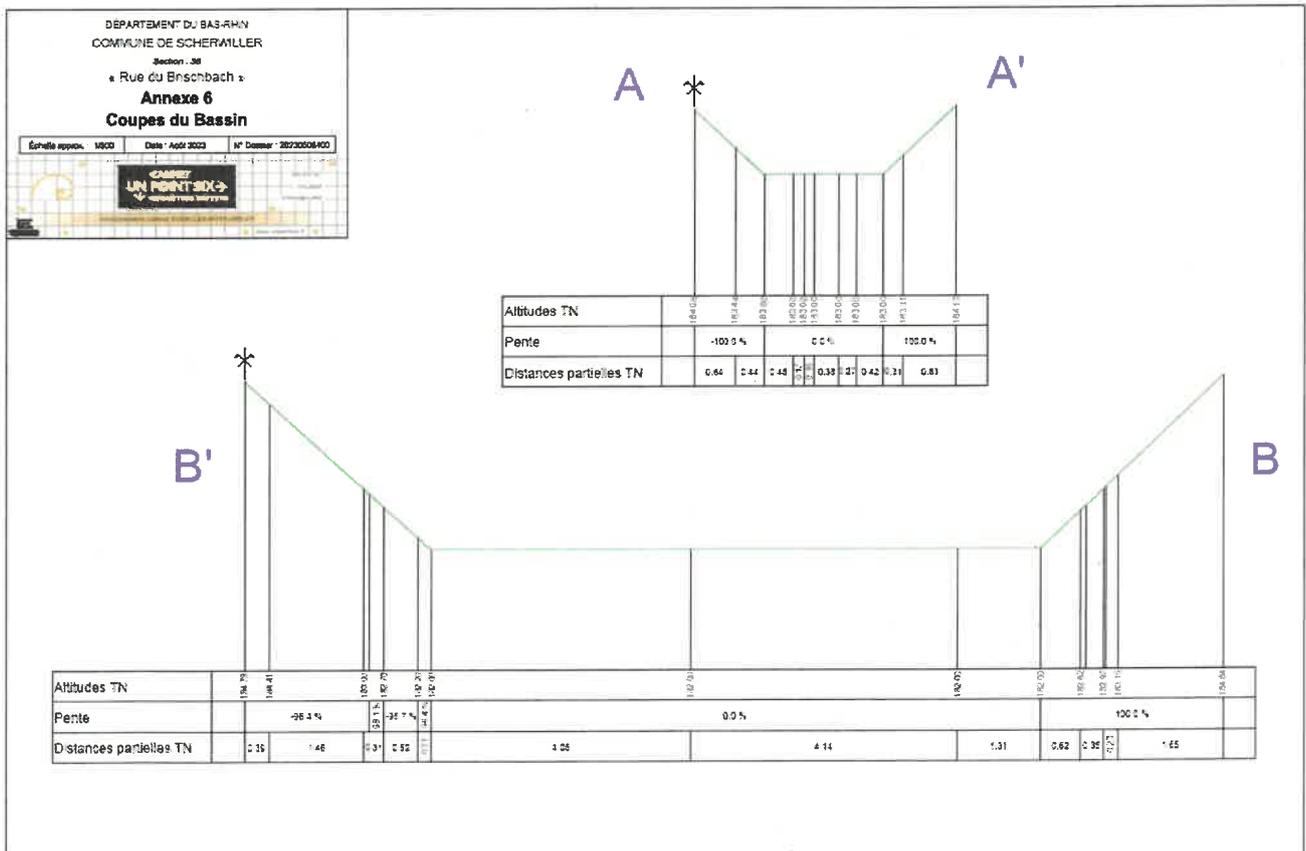
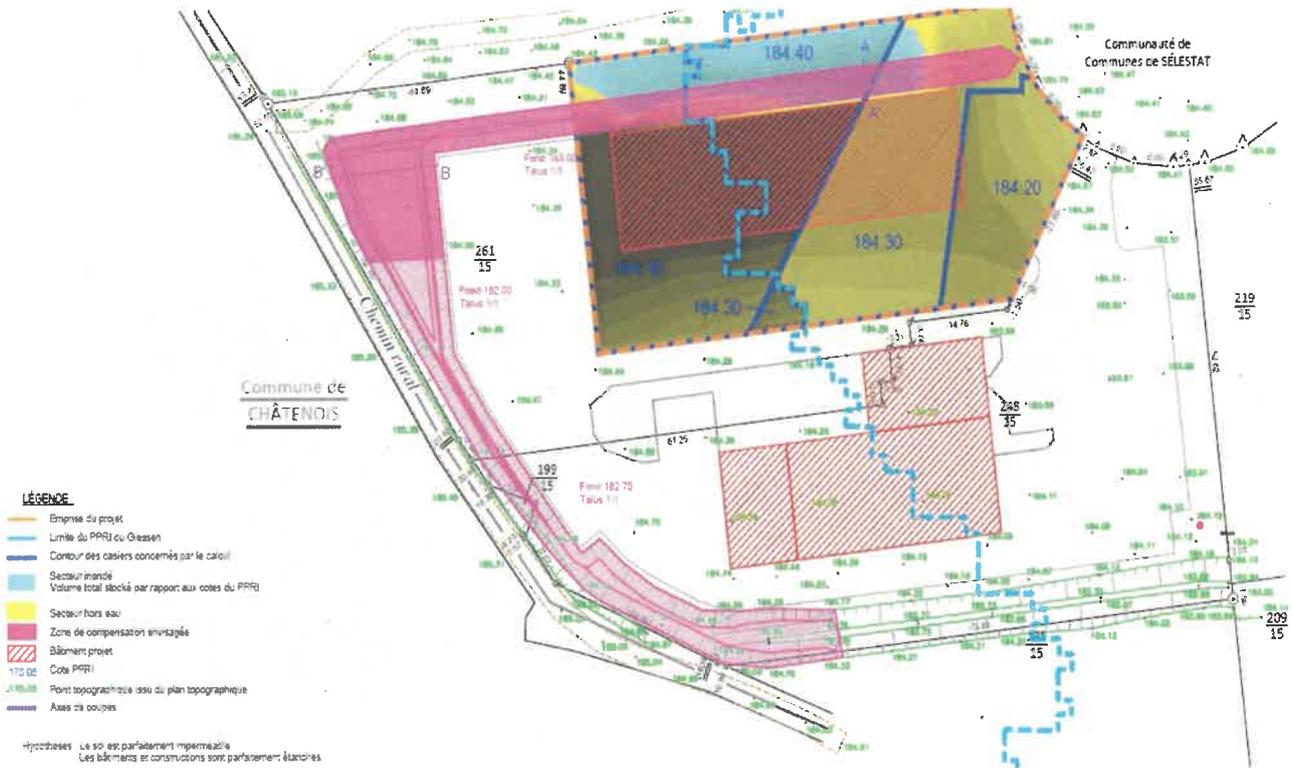
L'adjoint au chef du Service  
de l'Environnement et des Risques

  
Néjib AMARA

**ANNEXE 1**  
**Localisation du site projet**



## ANNEXE 2 Plan et coupe de la compensation hydraulique



## ANNEXE 3

# Convention de mise à disposition de terrain en vue d'y effectuer la compensation hydraulique

## CONVENTION

Entre les soussignés,

M. Jean Marc HUMBERT, représentant la SCI ALPINA, propriétaire d'un terrain sur le territoire de la commune de SCHERWILLER, sis au lieu dit 5 Rue du Brischbach et cadastré section 36 parcelle 261

dénoté ci-après "le propriétaire",

et

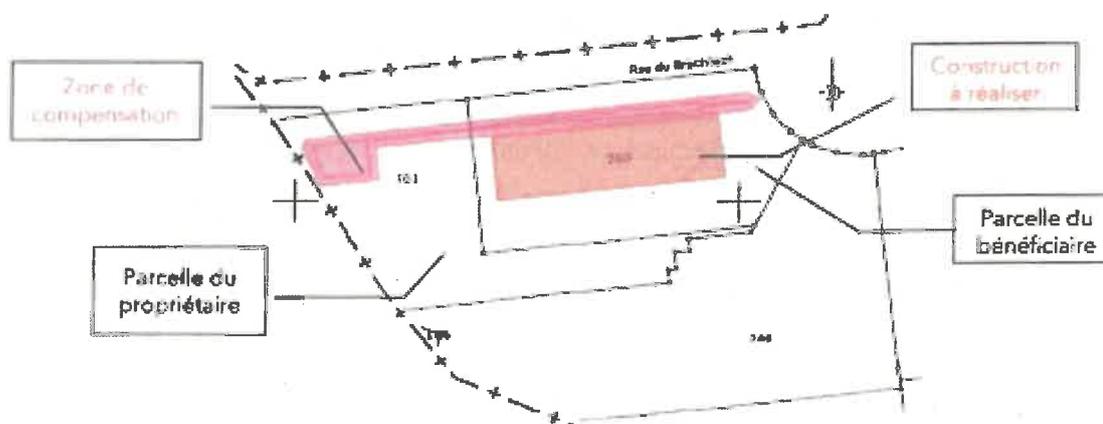
M. Laurent DEMANGE, représentant la SCI GIMMODEV, propriétaire d'un terrain sur le territoire de la commune de SCHERWILLER, sis au lieu dit 7 Rue du Brischbach et cadastré section 36 parcelle 260

dénoté ci-après "le bénéficiaire",

il a été convenu ce qui suit :

### Article 1 - Contexte

Dans le cadre de la construction d'un bâtiment sur la parcelle section 36 n° 260, cette dernière a pour conséquence de soustraire un volume de 451m<sup>3</sup> à la zone de crue du PPRI du Giessen approuvé le 01/04/2021. Afin de compenser cette zone de crue, il a été convenu de réaliser sur la parcelle section 36 n° 261, une nouvelle zone d'épandage pouvant accueillir 451m<sup>3</sup> d'eau. L'extrait de plan ci-dessous résume la situation :



## **Article 2 - Mise à disposition**

Par la présente convention, le **propriétaire** met à disposition du **bénéficiaire** une partie de terrain pour accueillir les mesures compensatoires liées au Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du Giessen relatives à une construction sur la parcelle du **bénéficiaire**.

## **Article 3 - Désignation**

Le terrain mis à disposition est situé à proximité immédiate du terrain du **bénéficiaire**, sur la parcelle cadastrée 261 section 36 rue du Brischbach, d'une surface de 21a74.

## **Article 4 - Destination**

L'emplacement mis à disposition est à usage exclusif du **bénéficiaire**, pour la mise en place des mesures compensatoires de récupération des eaux issues des crues du Giessen.

## **Article 5 - Droits et obligations du bénéficiaire**

Le **bénéficiaire** réalisera les travaux d'aménagement destinés à recueillir les eaux de crue. Ces travaux consistent en : la réalisation de la zone de compensation par excavation et mise en place d'un talus.

Le **bénéficiaire** prendra également en charge les mesures de sécurisation potentielles de la noue.

Le **bénéficiaire** assurera le contrôle et l'entretien courant des ouvrages réalisés.

Il ne pourra réaliser aucun autre aménagement sans l'accord écrit du **propriétaire**.

## **Article 6 - Durée**

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

## **Article 7 - Droits et obligations du propriétaire**

Le **propriétaire** s'engage à conserver le libre accès du terrain occupé au **bénéficiaire**. Il s'interdit toute action de nature à porter atteinte à ce libre accès.

## **Article 8 - Cession - Sous-location**

Le **bénéficiaire** ne pourra céder les droits qu'il tire de la présente convention. Il ne pourra sous-louer qu'avec l'accord du bailleur.

## Article 9 - Prix

La présente mise à disposition est consentie à titre entièrement gratuit.

## Article 10 - Inexécution de la convention

En cas d'inexécution par l'une des parties, de l'une des clauses de la présente convention, l'autre partie devra lui notifier, par lettre recommandée avec avis de réception, une mise en demeure d'exécuter. La présente convention sera résiliée de plein droit si, dans les deux mois de cette mise en demeure, la partie défaillante n'a pas exécuté l'ensemble des dispositions de la présente convention.

## Article 11 - Attribution de Jurisdiction

Pour tous les litiges et contestations, le lieu de juridiction est SÉLESTAT.

Fait en quatre exemplaires,

à SCHWILLER le 17 juillet 2023

Le Propriétaire

SCI ALPINA

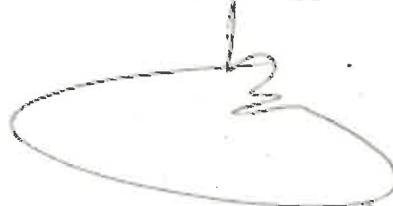
Représentée par  
M. Jean-Marc HUMBERT

  
**SCI ALPINA**  
30A rue du Général Leclerc  
67230 KERTZFELD

Le bénéficiaire

SCI GIMMODEV

Représentée par  
M. Laurent DEMANGE



Par la société GIMMODEV

